

§ 2. Les bénéficiaires des subventions facultatives visées aux articles 1 et 2 justifient leurs dépenses par la présentation d'un dossier financier.

§ 3. Le dossier financier est introduit auprès de la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur, boulevard de Waterloo 76, 1000 Bruxelles, et ce au plus tard dans les 2 mois que suivent la clôture des projets subsidiés.

§ 4. Toute dépense soumise doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- rapport d'activités;
- copie du bon de commande;
- copie des factures émanant de fournisseurs externes, de déclaration de créance circonstanciées ou de factures internes;
- preuve de paiement.

§ 5. Les sommes indues, identifiées par le contrôle des dépenses, sont récupérées de plein droit par la Direction générale Sécurité et Prévention.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR,
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/10007]

17 AOUT 2018. — Arrêté royal exécutant l'article 2, premier alinéa, 2°, g) de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace. — Addendum

Dans le Moniteur belge du 12 septembre 2018, page 70201, acte 2018/40636, il y a lieu d'insérer le rapport au Roi ci-joint.

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal exécutant l'article 2, premier alinéa, 2°, g) de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de compléter la liste des services d'appui de l'Organe de Coordination pour l'analyse de la menace (ci-après dénommé « OCAM ») en y incluant en sus les quatre services publics suivants : le service Laïcité et Cultes de la direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux du SPF Justice, la direction générale des Etablissements pénitentiaires du SPF Justice, la direction générale Centre de crise du SPF Intérieur l'Administration générale de la Trésorerie au sein du SPF Finances.

I. Commentaire général.

Les services d'appui de l'OCAM sont actuellement énumérés à l'article 2, 2°, g) de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace. L'article 2, 2°, g) de la même loi stipule que d'autres services publics peuvent être désignés par le Roi sur la proposition du Conseil national de sécurité. C'est l'objet du présent projet d'Arrêté royal qui devra être confirmé par une loi adoptée dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de cet arrêté royal.

Les attentats de Bruxelles du 22 mars 2016 ont illustré de manière dramatique l'ampleur de la menace terroriste qui s'était déjà manifesté avec l'attentat du Musée juif de Bruxelles le 24 mai 2014 ainsi que les attentats de Paris de 2015. En ce qui concerne le radicalisme et l'extrémisme violent, tous les niveaux de pouvoir de l'Etat fédéral sont concernés. L'outil instauré par l'Etat fédéral et dont le pilotage se trouve sous la responsabilité de l'OCAM répond à ce besoin de coordination. Il s'agit du Plan d'action Radicalisme (Plan R) qui est un plan

§ 2. De begunstigden van de facultatieve toelages zoals bedoeld in de artikelen 1 en 2 rechtvaardigen hun uitgaven door middel van een financieel dossier.

§ 3. Het financieel dossier wordt ingediend bij de Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken, Waterloolaan 76, 1000 Brussel, en dat ten laatste binnen de 2 maanden die volgen op het sluiten van de gesubsidieerde projecten.

§ 4. Elke ingediende uitgave dient vergezeld te zijn van volgende bewijsstukken:

- activiteitenverslag;
- kopie van de bestelbon;
- kopie van facturen van externe leveranciers, een uitvoerige schuldvordering of interne facturen;
- bewijs van betaling.

§ 5. De niet verschuldigde bedragen, geïdentificeerd door de controle van de uitgaven, worden teruggevorderd van rechtswege door de Algemene Directie Veiligheid en Preventie.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN,
FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/10007]

17 AUGUSTUS 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, eerste lid, 2°, g) van de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging. — Addendum

In het Belgisch Staatsblad van 12 september 2018, pagina 70201, akte 2018/40636, wordt het bijgevoegde verslag aan de Koning ingevoegd.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, eerste lid, 2°, g) van de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging dat door ons ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, heeft tot doel de lijst van ondersteunende diensten van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (hierna OCAD genoemd) te vervolledigen door er de volgende vier overheidsdiensten aan toe te voegen: dienst Erediensten en Vrijzinnigheid binnen het directoraat-generaal Wetgeving, Fundamentele Rechten en Vrijheden van de FOD Justitie, het directoraat-generaal Penitentiaire inrichtingen van de FOD Justitie, de algemene directie Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken en de algemene administratie van de Thesaurie binnen de FOD Financiën.

I. Algemene commentaar.

De ondersteunende diensten van het OCAD worden momenteel opgesomd in artikel 2, 2° van de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging. Artikel 2, 2°, g) van dezelfde wet bepaalt dat andere overheidsdiensten kunnen worden aangewezen door de Koning op voorstel van de Nationale Veiligheidsraad. Dit is het voorwerp van het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit dat dient bevestigd te worden door een wet die wordt goedgekeurd binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

De aanslagen van Brussel van 22 maart 2016 hebben op dramatische wijze aangetoond wat de omvang is van de terreurdreiging die zich reeds gemanifesteerd had met de aanslag op het Joods museum in Brussel op 24 mei 2014 en de aanslagen van Parijs in 2015. Wat betreft radicalisme en gewelddadig extremisme zijn alle bestuursniveaus van de federale staat betrokken. De tool die de federale staat heeft ingevoerd en waarvan de aansturing behoort tot de verantwoordelijkheid van het OCAD, beantwoordt aan de nood tot coördinatie. Het gaat

d'approche visant, par le biais d'une collaboration intégrée entre les divers services publics, à réduire le radicalisme et l'extrémisme au sein de notre société.

Pour cette raison, il appert que la liste des services d'appui de l'OCAM devrait être complétée par d'autres services à même de contribuer aux missions de l'OCAM. La coopération ponctuelle existante peut être encore étendue de cette manière.

Sur base de l'article 6 de la loi du 10 juillet 2006, ces nouveaux services d'appui auraient l'obligation de fournir à l'OCAM, d'office ou sur demande de son directeur, tous les renseignements dont ils disposent dans le cadre de leurs missions légales et qui s'avèrent pertinents pour l'accomplissement des missions de l'OCAM prévues à l'article 8, 1° et 2° de la même loi, suivant les délais et modalités définis par le Roi.

La direction générale Centre de crise est le premier service concerné. Celui-ci décide et met en œuvre des mesures administratives sur base des évaluations de la menace effectuées par l'OCAM. Il est à relever ici que, sur base de l'article 10 de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace, la direction générale Centre de crise est systématiquement destinataire de l'ensemble des évaluations effectuées par l'OCAM, qu'elles le soient sur demande ou sur initiative de l'OCAM.

La DGCC reçoit souvent des informations de diverses autorités administratives, qu'il est souhaitable de communiquer à l'OCAM pour que soit réalisée une analyse de la menace (sur la base de quoi la DGCC peut ensuite prendre des mesures ciblées et appropriées).

La commission parlementaire d'enquête sur les attentats de l'aéroport de Bruxelles-National et de Maelbeek recommande une symbiose plus forte entre la DGCC et l'OCAM (Chambre 2016-17, n° 54-1752/008, 159). L'ajout du Centre de crise en tant que service de soutien de l'OCAM répond à ce besoin.

Au sein de la Direction générale Centre de crise, un des services concernés en particulier est l'Unité d'information des passagers (UIP), créée par la loi du 25 décembre 2016 relative au traitement des données des passagers, est installée à la Direction Générale du Centre de Crise du SPF Intérieur. L'UIP collecte les données « Passenger Name Record » (PNR) et « Advance Passenger Information » (API). La loi du 25 décembre 2016 dresse une liste limitative des données, tant PNR qu'API pouvant être collectées par les autorités.

Les données PNR sont des données communiquées par les passagers mêmes et qui sont collectées et conservées par le transporteur et/ou l'opérateur de voyage. Chaque entreprise détermine elle-même si elle collecte un nombre minimal de données (par exemple, le nom, le trajet réservé, l'opérateur de voyage auprès duquel le transport a été réservé, etc.) ou demande des informations complémentaires (par exemple, l'adresse email, le numéro de téléphone, etc.).

Les données API proviennent de documents authentiques tels qu'un passeport ou une carte d'identité et sont suffisamment précises pour identifier une personne. Ces données sont demandées lors du processus de check-in ou au moment de l'embarquement dans un moyen de transport.

Une collaboration élargie entre l'OCAM et l'UIP, en tant que service au sein de la DGCC, est utile. Les auteurs suspectés d'infractions terroristes ou d'autres infractions graves ont souvent un comportement de voyage spécifique qui change rapidement. Les données des passagers jouent un rôle important pour l'identification des déplacements de voyage, la collecte de preuves et le démantèlement de réseaux criminels. Les données PNR sont analysées à l'aide de critères préalablement définis, confrontées à diverses bases de données de personnes recherchées et utilisées pour des recherches ciblées. L'utilisation efficace de ces données fournit une plus-value substantielle pour notre sécurité interne, en contribuant à la prévention du terrorisme et des formes graves de criminalité, à la recherche et à l'examen de schémas suspects, et au suivi de suspects.

L'OCAM pourra dès lors intégrer ces informations dans les analyses de la menace relatives aux personnes qu'ils côtoient/ont côtoyées ou aux lieux dans lesquels ils se rendent/se sont rendus.

om het Actieplan Radicalisme (Plan R) dat een plan van aanpak is dat via een geïntegreerde samenwerking tussen de verschillende diensten tot doel heeft het radicalisme en het extremisme binnen onze maatschappij te verminderen.

Het is gebleken dat de lijst van ondersteunende diensten van het OCAD daarom moet aangevuld door andere diensten die in staat zijn om bij te dragen tot de opdrachten van het OCAD. De bestaande punctuele samenwerking kan op die manier verder worden uitgebouwd.

Op basis van artikel 6 van de wet van 10 juli 2006 zijn deze nieuwe ondersteunende diensten verplicht ambtshalve of op vraag van de directeur van het OCAD alle inlichtingen waarover zij in het kader van hun wettelijke opdrachten beschikken en die relevant zijn voor het vervullen van de in artikel 8, 1° en 2°, bepaalde opdrachten, aan het OCAD mee te delen binnen de termijnen en volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

De algemene directie Crisiscentrum is de eerste dienst die in aanmerking komt. Deze beslist over en voert administratieve maatregelen uit op basis van de dreigingsevaluaties opgesteld door het OCAD. Hier dient te worden opgemerkt dat, op basis van artikel 10 van de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging, de algemene directie Crisiscentrum systematisch bestemming is van alle evaluaties opgesteld door het OCAD, ongeacht of dit gebeurt op eigen initiatief of op vraag.

Het ADCC ontvangt vaak informatie van tal van bestuurlijke overheden, waarvan het wenselijk is dat deze wordt meegedeeld aan het OCAD teneinde een dreigingsanalyse op te stellen (op basis waarvan het ADCC vervolgens gerichte en passende maatregelen kan nemen).

De parlementaire onderzoekscmissie naar de aanslagen in de luchthaven Brussel-Nationaal en Maalbeek beveelt een sterkere symbiose tussen het ADCC en het OCAD aan (Parl. St. Kamer 2016-17, nr. 54-1752/008, 159). Het toevoegen van het Crisiscentrum als ondersteunende dienst van het OCAD komt hieraan tegemoet.

Binnen de Algemene Directie Crisiscentrum is de een van de diensten die hiervoor in het bijzonder in aanmerking komt de Passagiers Informatie Eenheid (PIE), opgericht bij wet van 25 december 2016 betreffende de verwerking van passagiersgegevens, en die gevestigd is binnen de Algemene Directie Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken. De PIE verzamelt de « Passenger Name Record » (PNR) gegevens en de « Advance Passenger Information » (API). De wet van 25 december 2016 bepaalt een limitatieve lijst van PNR- en API-gegevens die verzameld mogen worden door de overheden.

De PNR-gegevens zijn gegevens die meegedeeld worden door de passagiers zelf en die verzameld en bijgehouden worden door de vervoerder en/of de reisoperator. Elke maatschappij bepaalt zelf of ze een minimaal aantal gegevens verzamelt (vb. naam, het gereserveerde traject, de reisoperator waarbij het transport werd geboekt, enz.) of aanvullende informatie opvraagt (vb. emailadres, telefoonnummer, enz.).

API-gegevens zijn afkomstig uit authentieke documenten zoals een paspoort of identiteitskaart en zijn voldoende accuraat om een persoon te identificeren. Deze gegevens worden opgevraagd tijdens het check-in proces of bij het instappen van een transportmiddel.

Een uitgebreide samenwerking tussen het OCAD en de PIE, als onderdeel van het ACC, is nuttig. Verdachten van terroristische of andere ernstige misdrijven hebben vaak een specifiek en snel veranderend reisgedrag. Passagiersgegevens spelen een belangrijke rol bij het in kaart brengen van reisbewegingen, het verzamelen van bewijsmateriaal en het oprollen van dubieuze netwerken. De passagiersgegevens worden geanalyseerd aan de hand van vooraf bepaalde criteria, vergeleken met diverse databanken van gezochte personen en gebruikt voor gerichte opzoekingen. Een doeltreffend gebruik van deze gegevens levert een substantiële meerwaarde voor onze interne veiligheid door het bijdragen aan het voorkomen van terrorisme en ernstige criminaliteit, het opsporen en onderzoeken van verdachte patronen en de vervolging van verdachten.

Het OCAD zal deze informatie aldus kunnen betrekken bij dreigingsanalyses ten aanzien van deze personen of de plaatsen die zij bezoeken of bezocht hebben.

Le deuxième service concerné est la direction générale des Établissements pénitentiaires (DG EPI) au sein du SPF Justice. Celle-ci est chargée de l'exécution des peines et mesures privatives de liberté. La DG EPI se compose d'une administration centrale et de services extérieurs qui englobent tous les établissements pénitentiaires. L'administration centrale est principalement chargée du contrôle et de l'accompagnement des dossiers individuels des détenus ainsi que de la gestion du personnel.

Il s'agit de relever ici que la DG EPI est déjà un partenaire privilégié de l'OCAM. En effet, la DG EPI, service visés à l'article 44/11/3ter, § 2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, a un accès direct aux banques de données communes Terrorist Fighters et Propagandistes de haine. Cet accès direct de la DG EPI aux banques de données communes ayant pour corollaire l'obligation pour la DG EPI d'alimenter celles-ci. Ainsi la DG EPI est un des services qui semble pouvoir contribuer le plus à la réalisation des finalités de la banque de données.

Le fait que la DG EPI soit chargée du contrôle et de l'accompagnement des détenus représente une source de renseignements pertinents utiles pour l'OCAM.

L'ajout de la direction générale Établissements pénitentiaires est motivé par la problématique du radicalisme au sein des prisons et la circulation des informations nécessaire afin de pouvoir garantir un suivi de sécurité adéquat durant la détention et après la libération. La communication à l'OCAM des informations pertinentes concernant la détention permettra à l'OCAM d'effectuer des analyses individuelles de la menace ciblées et détaillées au sujet des détenus ou des ex-détenus. Ainsi, par exemple, la communication d'un rapport individuel de la DG EPI mettant en lumière la radicalisation accrue d'un détenu est une information importante pour l'OCAM.

En exécution du plan d'action « radicalisation dans les prisons », la cellule de coordination 'extrémisme' a été créée au sein de la direction centrale de la DG EPI. Cette cellule a un rôle de coordination dans le suivi du radicalisme dans les prisons, la mise en œuvre des mesures et est responsable de la gestion de l'information concernant les détenus associés au terrorisme, à l'extrémisme et au radicalisme. La cellule de coordination servira comme point de contact central pour l'OCAM.

Le troisième service est le service des Cultes et de la Laïcité de la direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux du SPF Justice. Le SPF Justice est légalement compétent pour la reconnaissance des cultes et des organisations non confessionnelles. Il paie en outre les traitements des ministres des cultes et des délégués des communautés philosophiques non confessionnelles. La Sécurité de l'État est compétente pour le volet sécurité. L'OCAM est consulté systématiquement dans le cadre de la reconnaissance des cultes. Dans le cadre du phénomène des propagandistes de haine, il importe également que l'échange de renseignement entre l'OCAM et le service des Cultes et de la Laïcité soit optimal. Les informations du service Laïcité et Cultes peuvent permettre à l'OCAM d'effectuer des analyses de la menace adéquates et complètes.

Le quatrième et dernier nouveau service d'appui visé est l'administration générale de la Trésorerie au sein du SPF Finances, en charge des sanctions financières qui sont des mesures restrictives prises à l'encontre de gouvernement de pays tiers, de personne ou d'entité (comme les organisations terroristes) dans le but de mettre un terme à certains comportements délictueux. Les sanctions peuvent être décidées à différents niveaux : international, européen et national.

La résolution 1373 de 2001 du Conseil de sécurité de l'ONU appelle tous les pays à geler les fonds et ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des infractions terroristes, les facilitent ou y participent.

Complémentairement aux règlements européens (Règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, Règlement 881/2002 du Conseil du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, et abrogeant le Règlement (CE) n° 467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidées à l'encontre des Taliban d'Afghanistan et à la position commune 931 du

De tweede betrokken dienst is het directoraat-generaal Penitentiaire inrichtingen (DG EPI) binnen de FOD Justitie. Deze is belast met de tenuitvoerlegging van de straffen en de vrijheidsberovende maatregelen. Het DG EPI bestaat uit een centraal bestuur en buitendiensten die alle gevangenen omvatten. Het centraal bestuur staat in het bijzonder in voor de controle op en de begeleiding van de individuele dossiers van de gedetineerden en het personeelsbeheer.

Er dient te worden opgemerkt dat het DG EPI een bevoorrechte partner is van het OCAD. Het DG EPI, dat bedoeld wordt in artikel 44/11/3ter, § 2, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, heeft een rechtstreekse toegang tot de gemeenschappelijke gegevensbanken Terrorist Fighters en Haatpropagandisten. Deze rechtstreekse toegang van het DG EPI tot de gemeenschappelijke gegevensbanken impliceert voor deze partner de verplichting om deze gegevensbanken te voeden. Bijgevolg is het DG EPI een van de diensten die het meest kan bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de gegevensbank.

Doordat het DG EPI belast is met de controle en de begeleiding van de gedetineerden is het een bron aan relevante inlichtingen die nuttig zijn voor het OCAD.

De toevoeging van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen wordt gemotiveerd door de problematiek van radicalisme binnen de gevangenen en de informatiedoorstroming die noodzakelijk is om tijdens de detentie en na de vrijlating een behoorlijke veiligheidsopvolging te kunnen voorzien. Het meedelen van de relevante detentie-informatie aan het OCAD zal het OCAD in staat stellen om gerichte en gedetailleerde individuele dreigingsanalyses uit te voeren ten aanzien van de gedetineerden of voormalig gedetineerden. Zo kan bijvoorbeeld de mededeling van een individueel rapport van het DG EPI waarin de toegenomen radicalisering van een gedetineerde belicht wordt, een waardevolle informatiebron vormen voor het OCAD.

In uitvoering van het actieplan 'radicalisering in de gevangenen' werd binnen de centrale directie van het DG EPI de coördinatiecel 'extremisme' opgericht. Deze cel heeft een coördinerende rol wat betreft het opvolgen van radicalisme in de gevangenen, de uitvoering van de maatregelen en staat in voor de informatiehuishouding inzake de gedetineerden die in verband worden gebracht met terrorisme, extremisme en radicalisme. De coördinatiecel zal als centraal aanspreekpunt voor het OCAD fungeren.

De derde dienst is de dienst Erediensten en Vrijzinnigheid binnen het directoraat-generaal Wetgeving, Fundamentele Rechten en Vrijheden van de FOD Justitie. De FOD Justitie is bij wet bevoegd voor de erkenning van de eredielen en niet-confessionele organisaties. De dienst betaalt bovendien de wedden van de bedienaars van de eredielen en van de afgevaardigden van niet-confessionele, levensbeschouwelijke gemeenschappen. De Veiligheid van de Staat is bevoegd voor het luik veiligheid. Het OCAD wordt systematisch geconsulteerd in het kader van de erkenning van eredielen. In het kader van het fenomeen van de haatpropagandisten is het tevens belangrijk dat de uitwisseling van inlichtingen tussen het OCAD en de dienst Erediensten en Vrijzinnigheid optimaal verloopt. De informatie van de dienst Erediensten en Vrijzinnigheid kan het OCAD in staat stellen om behoorlijke en volledige dreigingsanalyses op te stellen.

De vierde nieuwe ondersteunende dienst tot slot is de algemene administratie van de Thesaurie binnen de FOD Financiën, belast met de financiële sancties. Deze zijn beperkende maatregelen die worden genomen tegenover regeringen van derde landen, personen of entiteiten (zoals terroristische organisaties) met als doel een einde te maken aan bepaalde criminele gedragspatronen. Deze sancties kunnen op verschillende niveaus worden besloten: internationaal, Europees en nationaal.

Resolutie 1373 van 2001 van de Veiligheidsraad van de VN roept alle staten op om over te gaan tot het bevriezen van de tegoeden en economische middelen van personen en entiteiten die terroristische daden plegen of pogen te plegen, of aan het plegen van dergelijke daden deelnemen of de uitvoering ervan vergemakkelijken.

Ter aanvulling van de Europese verordeningen (Verordening (EG) nr. 2580/2001 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen het terrorisme, Verordening (EG) nr. 881/2002 van de Raad van 27 mei 2002 tot vaststelling van bepaalde specifieke beperkende maatregelen tegen sommige personen en entiteiten die banden hebben met Usama bin Laden, het Al-Qa'ida-netwerk en de Taliban, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 467/2001 van de Raad tot instelling van een verbod op de uitvoer van bepaalde goederen en diensten naar Afghanistan, tot versterking van het verbod op vluchten en verlenging van de bevrozing van tegoeden en andere financiële middelen ten

Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme), la Belgique a pris des mesures pour élaborer une liste nationale.

La liste nationale est adoptée et modifiée par les arrêtés royaux pris en exécution de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif à des mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, confirmé par l'article 155 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Cet arrêté royal exige de geler tous les fonds et ressources économiques des personnes et entités figurant sur la liste nationale et interdit la mise à disposition de fonds et ressources économiques, directement ou indirectement à ces personnes et entités.

Il appartient à l'OCAM d'initier la procédure de gel administratif des avoirs et ressources sur base d'avis individuels motivés soumis au Conseil national de Sécurité et ensuite avalisés par le Conseil des Ministres. L'administration générale de la Trésorerie est ensuite compétente pour la mise en œuvre concrète des mesures administratives individuelles de gel des avoirs notamment en étant en charge des demandes de dérogation au gel des fonds, de la publication des Arrêtés royaux pour la liste terroriste nationale, de la gestion de l'information ou encore de la vérification des cas d'homonymie.

Devenant service d'appui de l'OCAM, l'administration générale de la Trésorerie aurait la possibilité de communiquer de nombreuses informations pertinentes à l'OCAM telles que les montants financiers gelés, d'éventuels mouvements sur des comptes bancaires ou encore des adresses à l'étranger de personnes faisant l'objet d'une mesure de gel.

Cela étant, la Trésorerie pourra également transmettre à l'OCAM des informations financières au sujet d'autres personnes pertinentes qui présentent un lien avec le terrorisme, de sorte que l'OCAM puisse ensuite effectuer une analyse de la menace concernant ces personnes ou formuler un avis motivé en vue d'un gel des avoirs.

II. Commentaire article par article

Article 1^{er}.

Les services de soutien de l'OCAM sont étendus par les services publics suivantes: le service Laïcité et Cultes de la direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux du SPF Justice, la direction générale Etablissements pénitentiaires du SPF Justice, la direction générale Centre de crise du SPF Intérieur et l'administration générale de la Trésorerie au sein du SPF Finances.

Article 2

Cet article concerne l'exécution du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

aanzien van de Taliban van Afghanistan) en van het Gemeenschappelijk standpunt 931 van de Raad van 27 december 2001 betreffende de toepassing van specifieke maatregelen ter bestrijding van het terrorisme) heeft België maatregelen genomen om een nationale lijst op te stellen.

De nationale lijst werd aangenomen en gewijzigd bij de koninklijke besluiten tot uitvoering van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme, bevestigd in artikel 155 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Dit koninklijk besluit vereist dat alle tegoeden en economische middelen van de personen en entiteiten die op de nationale lijst voorkomen, onmiddellijk worden bevroren, en verbiedt dat aan deze personen en entiteiten direct of indirect tegoeden en economische middelen ter beschikking worden gesteld.

Het komt toe aan het OCAD om de procedure tot administratieve bevroering van tegoeden en economische middelen op te starten op basis van individuele en gemotiveerde adviezen die worden voorgesteld aan de Nationale Veiligheidsraad en vervolgens worden goedgekeurd door de Ministerraad. De algemene administratie van de Thesaurie is vervolgens bevoegd voor de concrete uitvoering van de individuele administratieve maatregelen tot bevroering van tegoeden. Zij is immers bevoegd voor de verzoeken om vrijstelling van de bevroering van tegoeden, voor de publicatie van de koninklijke besluiten voor de nationale terroristenlijst, voor het beheer van de informatie of de controle van gevallen van gelijkkluidendheid (homoniemen).

Door een ondersteunende dienst te worden van het OCAD heeft de algemene administratie van de Thesaurie de mogelijkheid om talrijke relevante informatie te communiceren aan het OCAD, zoals de bevroren financiële bedragen, de eventuele verrichtingen op bankrekeningen of nog de adressen in het buitenland van de personen die het voorwerp uitmaken van een bevroering.

Los daarvan zal de Thesaurie aldus ook financiële informatie over andere relevante personen die verband houden met terrorisme mee kunnen delen aan het OCAD, die vervolgens een dreigingsanalyse over deze persoon kan opstellen of een gemotiveerd advies kan uitbrengen met het oog op de bevroering van tegoeden.

II. Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1.

De ondersteunende diensten van het OCAD worden uitgebreid met de volgende overheidsdiensten: de dienst Erediensten en Vrijzinnigheid binnen het directoraat-generaal Wetgeving, Fundamentele Rechten en Vrijheden van de FOD Justitie, het directoraat-generaal Penitentiaire inrichtingen van de FOD Justitie, de Algemene Directie Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken en de algemene administratie van de Thesaurie binnen de FOD Financiën.

Artikel 2

Dit artikel betreft de uitvoering van voorliggend besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eersteminister, Minister van Veiligheid
en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT